



## **Eviction à « Paris-Match » : où s'arrêtera l'interventionnisme de Vincent Bolloré ?**

La complaisance à l'égard de Nicolas Sarkozy dont a fait preuve à de nombreuses reprises Bruno Jeudy ne constitue pas un trophée de journalisme indépendant. La mise en scène par *Paris-Match* de la soi-disant rétractation de Ziad Takieddine - dans ses accusations de financement par la Libye de la campagne présidentielle de 2007 de Nicolas Sarkozy - ne constitue pas non plus la meilleure preuve de rigueur journalistique. L'affaire fait d'ailleurs l'objet d'une instruction judiciaire.

Le SNJ-CGT n'en est que plus à l'aise pour dénoncer l'éviction de Bruno Jeudy de la rédaction en chef politique et économique de *Paris-Match*, hebdomadaire racheté en 2021 par Vincent Bolloré en même temps que le reste du groupe Lagardère (Europe 1, le JDD...).

Révélee par [le site Les Jours](#), cette mise à l'écart - officiellement présentée comme une fin de « collaboration » décidée « d'un commun accord » - est le résultat d'un bras de fer interne concernant la une consacrée par l'hebdomadaire, début juillet, au cardinal Robert Sarah. Complaisamment interviewé dans l'hebdomadaire par Philippe Labro, Robert Sarah est ce prélat capable d'affirmer sans honte : « Les idéologies occidentales de l'homosexualité et de l'avortement et le fanatisme islamique sont aujourd'hui ce qu'étaient le nazisme, le fascisme et le communisme au XX<sup>e</sup> siècle. »

Bruno Jeudy s'était opposé à cette une, il en paie aujourd'hui le prix. La rédaction de *Paris-Match* a voté une motion de défiance, pointant une décision qui « symbolise au plus haut point l'arbitraire et la brutalité des pratiques managériales » depuis la prise de contrôle par Bolloré. Largement reprise par la presse, l'information est absente des sites de CNews, du JDD, d'Europe 1 ou de Paris-Match.

Le SNJ-CGT dénonce l'interventionnisme de Vincent Bolloré dans le contenu des médias qu'il possède, pour propager des idées de haine et pour préserver les intérêts économiques de son groupe. Les premières victimes en sont le pluralisme, ainsi que le droit à informer et à être informé.

Les exemples se multiplient depuis des années. Il y a ainsi eu la fabrication de toutes pièces d'un candidat d'extrême droite à la Présidentielle, Eric Zemmour. Il y a eu aussi, à Canal+, les limogeages en série de journalistes et d'animateurs jugés non conformes aux idées du patron. Avant cela, l'investigation journalistique sur la chaîne cryptée avait fait l'objet de censure, puis avait été purement et simplement rayée des programmes. Quant au quotidien gratuit *Direct Matin*, devenu

*CNews Matin*, il s'était fait une spécialité de publier des articles sur les activités de Bolloré, relevant de l'auto-promotion.

On peut également rappeler les purges effectuées au sein des rédactions d'Europe 1 et de I-Télé, devenue CNews. Vincent Bolloré est enfin connu pour multiplier les « procédures bâillons » à l'encontre de tous les journalistes qui enquêtent sur les activités de son groupe, notamment en Afrique.

Membre fondateur du collectif Stop Bolloré, le SNJ-CGT met en garde contre les dangers de cette main-mise sur l'information. Caricaturales, les pratiques de Vincent Bolloré ne doivent cependant pas faire oublier que la concentration des médias et ses conséquences sévissent dans tous les secteurs : presse écrite, web, audiovisuelle...

De l'indépendance des rédactions à la remise à plat des aides à la presse, en passant par des seuils de concentration réellement contraignants, le SNJ-CGT a souvent exposé ses revendications et propositions.

Il serait temps que le ministère de la Culture s'y penche.

**Montreuil, le 22 août 2022.**